



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
17 novembre 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LES BARBELÉS DE LA HONTE ET LE MUR DE L'ARGENT

Ils sont près de 3 000, hommes, femmes et enfants coincés entre la frontière de la Pologne et de la Biélorussie, victimes de la misère et des calculs sordides des dirigeants de l'Union européenne et de la Russie. Enfermés dehors. À l'extrême droite et à droite, tout le monde y va de son couplet de haine. À gauche, loin de dénoncer le mythe réactionnaire de cette invasion supposée, on brode sur la meilleure façon de tenir les migrants à distance. Mais tous multiplient les promesses de « solutions sécuritaires ».

Frontières de sang et d'argent

Les populations migrantes sont estimées à 3 % dans le monde depuis un siècle. Leur nombre augmente... comme la population mondiale. Misère, guerres et réchauffement climatique : leurs origines ne sont jamais loin des profits des multinationales. Une bonne partie des migrations ont lieu entre pays pauvres ; seul un tiers va du Sud vers les pays riches.

L'Union européenne avec ses 447 millions d'habitants n'est pas envahie par quelques centaines de milliers de migrants. Les frontières et les barbelés empêcheraient une déferlante ? Il n'en est rien. Depuis 1990, on compte 27 000 kilomètres de frontières de plus, portant le total à 253 000 km. Près de 40 000 km de frontières sont fermés ou en voie de l'être : il y a aujourd'hui une cinquantaine de murs dans le monde contre 19 à la fin de la guerre froide, à la chute du Mur de Berlin.

Le marché mondial de la haine

Les marchandises, les matières premières pillées et les flux financiers circulent librement. Seule l'humanité est cisailée par un labyrinthe de barbelés.

Mais ces frontières ne sont pas inutiles pour tout le monde. Le secteur privé en tire de vrais profits. Le marché mondial de la haine représentait 17 milliards d'euros en 2016, et on annonce 53 milliards à l'horizon 2022. Drones, robots-chiens, surveillance faciale, murs et gestion privée de camps, voilà le beau monde qui se fait devant nous. La Méditerranée est devenue un tombeau marin et Calais une prison à ciel ouvert. Des outils de répression et de surveillance contre un prétendu danger « extérieur » qui serviront contre les



menaces d'explosions sociales « intérieures », n'en doutons pas.

Les vraies frontières... sociales

Alors il y a le deuxième mensonge : les frontières seraient une « protection sociale ». Mais ce ne sont pas les migrants qui licencient ou embauchent à des bas salaires, ce ne sont pas eux qui fixent les règles de ce « jeu » de l'exploitation. Dans ou en dehors de l'entreprise, cette frontière sociale bien réelle dispose de douaniers en

cravate. Ce sont la bourgeoisie et le patronat, via leurs laquais du gouvernement. En faisant jouer la concurrence entre travailleurs d'ici et là-bas, ils espèrent tirer leurs profits vers le haut.

Dans la période précédente, cette fine équipe délocalisait les industries et les emplois. Et là, pas de problèmes avec les frontières. On appauvissait des régions entières pour payer des salaires de misère ailleurs. Aujourd'hui on fait l'inverse, on relocalise. Au profit des travailleurs du prétendu bon côté de la frontière ? Certainement pas ! La Bourse fait des profits comme jamais dans un pays comptant six millions de chômeurs et près de dix millions de pauvres.

Mais rassurez-vous, tout le monde n'est pas perdant. Les 624 projets de relocalisation que recense *L'Usine nouvelle*, revue patronale, seront soutenus par nos impôts à hauteur de 729 millions d'euros dans un premier temps, puis 2,7 milliards en prévision. On fabriquera des chômeurs là-bas, souvent sans créer d'emplois ici, quelques miettes seront distribuées, et comme toujours via ces aides publiques on socialise les pertes et on privatise les profits. C'est entre les gagnants et les perdants de ce Monopoly sinistre que passe la vraie frontière. Une frontière de classe.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Tout à l'envers

Dans plein de secteurs professionnels, les salariés ont pu poser un jour de congé le vendredi 12 novembre pour s'offrir un week-end allongé à pas trop cher du mercredi 10 au soir au lundi 15 au matin.

Chez nous, les parkings étaient bien pleins le jeudi férié et le lendemain était un des vendredis les plus travaillés de toute l'année. La prochaine étape ? Passer Noël et le 1^{er} janvier à l'usine et leurs lendemains au chômage...

Qu'ils aillent voir à Mulhouse si on y est

La direction de PSA-Mulhouse a annoncé lundi dernier le lancement d'une nouvelle ligne de production de 308 en janvier prochain. Pour trouver les 750 salariés nécessaires, elle fera revenir des ouvriers de Mulhouse « prêtés » à d'autres sites, embauchera des intérimaires... et ne ferme pas la porte à l'idée de faire venir des salariés d'autres sites de Stellantis.

À Caen ou ailleurs, pas question de se laisser trimballer d'un bout à l'autre du pays ou du continent ! Tavares devrait d'ailleurs se méfier. À nous envoyer les uns chez les autres, il pourrait bien nous amener à tisser des liens utiles pour riposter tous ensemble...

Vidage de PSA Vélizy : rejet du projet !

Hier mardi 16 novembre, une manifestation a rassemblé à PSA Vélizy à l'appel de tous les syndicats plusieurs centaines de salariés contre le projet de déménagement de 3 500 salariés de ce site vers PSA Poissy. Selon la presse, un sondage indique que ce transfert forcé est inacceptable pour 80 % des salariés de PSA Vélizy : cela va de l'inquiétude à la colère. À peine 8 % seraient intéressés.

En effet les temps de trajet seront fortement rallongés, la direction espère des démissions. C'est en réalité un plan de licenciements qui ne dit pas son nom. Le but de PSA est d'effectuer une juteuse opération immobilière en vendant 65 % de la superficie de PSA Vélizy. Cette manifestation doit être une première étape pour bloquer ce projet.

PSA Vesoul : heureusement qu'il y a... la pizzeria

À PSA Vesoul, la direction a fait venir 200 salariés italiens de Fiat. À 1 300 km de chez eux, elle les fait loger en hiver dans des mobil homes de camping ou dans des hôtels de Vesoul. Ce n'est pas PSA mais une gérante italienne et bénévole d'une pizzeria à Vesoul qui les aide à trouver un logement décent.

Des salariés de l'usine ont débrayé le vendredi 29 octobre. Pas pour refuser la venue des salariés italiens mais pour s'opposer à la mise à la porte des intérimaires et réclamer des embauches. Les postes sont surchargés : du travail, il y en a bien assez pour tous,

Italiens, Polonais, intérimaires et embauchés PSA !

Poissy : victoire des grévistes de Véolia

Après 5 jours de grève, les caristes Veolia à PSA Poissy ont fait reculer leur direction. Elle voulait leur imposer chaque jour 19 minutes de présence supplémentaires gratuites. Les grévistes ont gagné une prime de changement d'horaires de 100 € bruts. Sur 40 minutes de pause, les grévistes ont imposé que 27 minutes soient rémunérées au lieu de 21.

De quoi inspirer pas mal de monde dans les sites PSA, et pas qu'à Poissy...

Ajustement des effectifs...

... avant fermeture définitive

La direction de Renault Flins a annoncé le passage à une équipe et demi, au lieu de deux actuellement, et jusqu'à 3 semaines d'arrêt à partir de 23 décembre. Cela entraînera des pertes de salaires et le renvoi massif des intérimaires. Avec 388 millions de profits en 2021, Renault se porte bien mais veut faire produire avec toujours moins de personnel. Subir sans réagir, en pensant que ça ira mieux ensuite, est une illusion car la direction prévoit officiellement la fin de la production de véhicules en 2024 sur ce site.

Pour leur avenir, les travailleurs de Renault Flins comme d'ailleurs devront se battre contre leur patron et lui imposer de maintenir les salaires et les emplois.

Les grands PDG au régime maigre

Les dirigeants des 120 plus grandes entreprises françaises cotées en Bourse ont gagné 14 % de moins en 2020 qu'en 2019. Cette baisse « historique » établit leur salaire annuel moyen à... 3,2 millions d'euros. Plus mal payée, la PDGère de la Française des jeux (FDJ) n'a gagné « que » 380 000 euros.

Selon le cabinet spécialisé Proxinvest, ces patrons comptent bien se rattraper. On peut leur faire confiance pour ça. Quant aux rémunérations de leurs salariés, Proxinvest n'en parle pas. Dommage...

Contre les violences faites aux femmes : toutes et tous dans la rue !

Salaires au rabais et temps partiels imposés rendent nombre de femmes dépendantes de leur conjoint violent. Une femme sur trois a déjà subi du harcèlement sexuel au travail. Se défendre et obtenir justice et réparation reste un parcours du combattant pour nombre de victimes.

Et ce n'est pas les mesurette du « Grenelle » organisé par Macron sur le sujet l'an dernier qui y ont changé quelque chose. Alors, comme partout en France, soyons nombreuses et nombreux :

**Jeudi 25 novembre – 18h30
À Caen – Place Bouchard**